



## Le samedi 25 mai, toute la CGT se mobilise contre le tri social dans l'Éducation Nationale !

Depuis le mois de janvier, les personnels de l'Éducation et les parents d'élèves se mobilisent pour obtenir les moyens nécessaires à la réussite des élèves, pour un meilleur salaire pour les personnels et contre le « choc des savoirs ».

Le « choc des savoirs » instaure une ségrégation assumée entre les élèves en difficulté et les autres ainsi qu'une discrimination sociale. L'organisation des enseignements de français et de mathématiques en groupes de niveaux en collège est une véritable usine à gaz, néfaste pour les élèves, particulièrement pour les plus fragiles. Les groupes de niveaux ne sont pas synonymes d'effectifs réduits. De plus, la volonté de faire du DNB (Diplôme National du Brevet) un couperet entraînant la création d'une « prépa-2nde » en cas d'échec va aggraver le tri social. C'est un renoncement à toute ambition émancipatrice de l'École ! Les nouveaux programmes, la procédure de labellisation pour certifier les manuels scolaires, l'expérimentation de l'uniforme et la généralisation à tous les cycles des évaluations nationales vont restreindre la liberté pédagogique et remettre en cause la professionnalité des enseignant·es.

Les grèves nationales et locales ont démontré l'ampleur de la colère des personnels de l'Éducation nationale. La participation des parent·es d'élèves dans les nombreuses actions locales, manifestations, rassemblements, réunions publiques, pétitions, « collèges morts », « nuits des écoles et des établissements » montrent que les parent·es sont convaincu·es de la dangerosité des groupes de niveaux.

De même, la réforme de la voie professionnelle est dans la droite ligne de la logique de la loi « plein emploi », en réduisant les offres de formation des jeunes, quel que soit leur vœu, aux besoins du bassin d'emploi. C'est l'assignation des élèves à leur classe et à leur lieu de vie. C'est de nouveau un plan « social » qui se dessine chez les professeur·ses de Lycée Professionnel avec la fermeture des formations considérées comme non insérantes.

Ce n'est pas d'un « choc des savoirs » dont l'Éducation nationale a besoin mais bien d'un « choc des moyens et des salaires ». L'Éducation nationale ne peut faire l'économie des près de 700 millions d'euros dont veut la priver le gouvernement.

**La FERC CGT invite l'ensemble des adhérent·es CGT, en particulier parent·es d'élèves, à participer massivement aux manifestations unitaires qui auront lieu le samedi 25 mai à l'appel des syndicats FSU, FNEC-FP-FO, CGT Educ'action, Sud éducation, avec les parent·es d'élèves et les organisations de jeunesse « contre le choc des savoirs, pour le choc des moyens et des salaires pour l'École publique ».**

**Pour trouver la manif :  
rapprochez-vous de votre UD !**

Samedi 25 mai 2024

**NON**  
au choc  
des savoirs

**POUR**  
l'École  
publique